

FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE

COMPTE RENDU DES TRAVAUX
10 /11 SEPTEMBRE 2019

**CONSEIL
NATIONAL
UFR**



I N T R O D U C T I O N



Norbert BOULANGER

Membre du secrétariat de l'UFR

Bonjour à toutes et à tous, pour celles et ceux que je n'aurais pas salué individuellement. Nous voici en ce 10 septembre à la fin de ce que nous appelons la période des « vacances », tout au moins pour les actifs, pour les retraités au-delà de militants engagés sur plusieurs fronts parfois, donc « actifs », et qui ont parfois besoin de décompresser et de s'évader. Pour les autres la période des vacances est plus propice au besoin de voyager, de voir d'autres pays et régions d'aller à la rencontre de la famille lointaine, etc....Malgré tout, je voudrais rappeler que 6 retraités sur 10 ne partent

jamais de chez eux...au-delà de 4 jours en « vacances ». J'espère que cette période de mi-juin à aujourd'hui vous a été propice et vous a permis de passer de bons moments, d'avoir de belles rencontres...

J'ai été chargé par le secrétariat et le bureau de préparer et de vous présenter les introductions au Conseil National, en deux parties : première partie cet après-midi sur la situation internationale et la situation économique et sociale en France.

Deuxième partie demain matin sur notre activité syndicale, et notre organisation de l'UFR Métallurgie. Evidemment il n'est pas facile d'avoir une opinion globale sur ce qui se passe dans tous les pays de la planète, et ce n'est pas le but de cette introduction.

► La situation internationale

Nous commencerons par Les Etats-Unis :

Trump continue de mener une politique totalement erratique, incontrôlable et incohérente. Son attitude envers l'Amérique latine est agressive, faite de « petits bouts », sans vision globale, sauf à ce que toute l'Amérique latine ne redevienne un vassal américain. Les blocus contre Cuba et le Venezuela, les manœuvres de déstabilisation du Nicaragua participent d'une vision ultralibérale et populiste.

Du nord au sud, le continent est très agité. Entre Justin Trudeau au Canada, qui se présente

comme le grand défenseur de l'environnement et signe un accord de libre-échange (le CETA) totalement en opposition avec ses déclarations, Donald Trump aux Etats-Unis, populiste marchand avec une politique extérieure incohérente et catastrophique, Bolsonaro au Brésil, aux tendances néofascistes très fortes, pour finir avec un Macri en Argentine qui a totalement déconstruit tout le travail accompli par la période Kirchner, le bilan est bien sombre.

La situation économique est critique en Argentine, l'inflation est à plus de 50%, les négociations salariales avec le secteur public sont à l'arrêt depuis trois ans, le prix des produits de première nécessité a explosé. En Bolivie, le programme économique mis en place par Evo Morales dès son arrivée au pouvoir en 2006 est certainement le plus stable de la région. Mais la Bolivie reste néanmoins le pays le plus pauvre d'Amérique latine.

Au Brésil, l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro n'a fait qu'approfondir les mesures antisociales. Dès son élection, il a adopté une attitude intransigeante envers les organisations syndicales. Il souhaite d'ailleurs ouvertement « la mort de tous les communistes ». Comme Trump, il ne cache pas non plus son dédain face au changement climatique. La reprise de la déforestation, les assassinats de dirigeants

paysans et autochtones se multiplient.

En Colombie l'accord de paix entre les FARC et le gouvernement est remis en cause. L'arrivée au pouvoir de Ivan DUQUE (droite) en août 2018 a complètement changé la donne, car ce dernier a toujours clamé son opposition au processus de paix.

Adopté en mai de cette année, le PND est une série de mesures qui répond essentiellement aux intérêts des entreprises (nationales et multinationales), du grand capital et des élites économiques et politiques. Ainsi, le PND dit : « La croissance économique et politique est fondée sur le renforcement d'un environnement favorable à la création et à la consolidation d'un tissu d'entreprises solide et compétitif ».

Il ne garantit plus la liberté d'association, en violation de la convention C87 de l'OIT ; et il est une remise en cause du processus de paix, dans la mesure où il ignore totalement le « Système intégral de vérité, justice et réparation » prévu par cet accord.

A Cuba, en novembre 2018, les 193 membres de l'Assemblée générale des Nations unies ont voté pour la 27^e fois la résolution intitulée : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique ». 189 pays ont voté pour, deux se sont abstenus (Ukraine et Moldavie) et deux contre (Etats-Unis et Israël). La situation

économique se tend davantage à Cuba, en raison du blocus aujourd'hui très actif contre le Venezuela (compte tenu des échanges importants entre ces deux pays).

Sur le Vénézuéla, La CGT a déjà exprimé sa profonde inquiétude face à l'escalade des tensions. Elle a condamné fermement l'ingérence étrangère, incarnée en premier lieu par les États-Unis, qui ont reconnu Juan Guaidó comme « président par intérim » alors même qu'il n'y avait pas de vacance du pouvoir. Leur convoitise du pétrole vénézuélien est criante.

Néanmoins, la réélection de Donald TRUMP est à craindre, car pour l'heure, aucun des 24 candidats à l'investiture démocrate ne se démarque véritablement, à l'exception peut-être de Joe Biden et Elisabeth Warren. Du point de vue syndical, l'AFL-CIO reste pour l'heure silencieuse sur son soutien potentiel. Une campagne est menée depuis plusieurs années maintenant par SEIU (services) et reprise par d'autres organisations syndicales, pour le salaire horaire à 15 dollars.

Mais Donald Trump et les États-Unis, notamment par l'activité de la CIA, et par le grand capital ne font pas des sévices qu'en Amérique du Sud, ils interviennent en Europe, notamment avec l'Ukraine et la Russie, la Turquie et l'Europe, en Afrique noire, au proche et moyen orient, en Asie avec notamment la guerre commerciale et financière avec la Chine. Les forces du grand capital sont à l'œuvre, les grandes

puissances aussi, et elles ne règlent les grands problèmes que par la force. Quitte pour cela à utiliser les forces brunes, l'extrême droite, qui monte partout dans le monde. Le fascisme est à notre porte.

Considérer que notre peuple et nous-mêmes les retraités nous ne serions pas touchés par ce qui se passe au niveau international, serait une erreur, il n'y a qu'à regarder les méfaits des traités CETA et JEFTA pour comprendre que nous ne serons plus maître de ce que nous allons manger. Et que dans ces traités il n'y a rien de bon contre le réchauffement et la pollution de la planète.

Quelques mots sur le Brexit : Le Brexit qui pouvait au départ être perçu par certains comme une occasion de frapper un grand coup dans la rigidité d'une Europe empêtrée dans son ultralibéralisme, se révèle aujourd'hui d'une toute autre nature. En relayant constamment la propagande ultralibérale en faveur de l'austérité permanente, de la flexibilisation du marché du travail, de la baisse des dépenses publiques et de celle du coût du travail, le Royaume Uni se dirige un peu plus chaque jour vers un modèle qui cédera beaucoup plus à la dérégulation et libéralisation que cette Europe qu'il vouait pourtant aux gémonies.

Le premier ministre britannique a annoncé mercredi 28 août la suspension pour cinq semaines des travaux du Parlement, à quelques semaines de la date du Brexit, fixée au 31 octobre.

Cette décision a suscité une vaste indignation. Dans ce pays à forte tradition parlementaire une telle décision est en effet lourde de sens et en dit long sur la profondeur de la crise. Des manifestations se sont déroulées.

Toute crise politique, et la question du Brexit en est une, est révélatrice des ambiguïtés mais aussi des conflits latents qui opposent la tendance « pro-européenne » à la tendance « anti-européenne ». Il est donc naturel qu'autour d'un enjeu politique de l'importance du Brexit ressurgissent ces conflits latents, et sous une forme exacerbée.

La CGT rappelle son attachement à la liberté des peuples, à la défense de leurs libertés et à celles de tous les travailleurs. La trajectoire prise aujourd'hui par un premier ministre qui bafoue les règles démocratiques les plus fondamentales avait de quoi nous inquiéter. Le peuple britannique et les travailleurs ont voté pour sortir du marasme dans

lequel l'Europe libérale les avait conduits, c'est du moins la lecture qui avait été faite initialement, mais si au final ce n'était pas seulement l'Europe qui représentait un danger mais bien les gouvernements libéraux acquis à la cause patronale qui voient là une occasion de se libérer des règles communautaires.

La question du Brexit révèle la complexité d'un mal qui pour prétendre à la guérison a juste conduit à briser le thermomètre mais sans véritablement s'attaquer aux causes de la maladie.

Sortir de l'Europe sans au préalable en avoir mesuré les conséquences, ni même afficher de réelle alternative crédible, va conduire le peuple britannique et les travailleurs à connaître des lendemains bien plus compliqués encore.

Les récentes gesticulations diplomatiques du sommet du G7 auront au moins permis de montrer également un autre aspect du Brexit. Le Royaume-Uni cherche à se rapprocher des États-Unis pour





compenser sa sortie de l'Union européenne, et les deux pays seraient en train de négocier un accord commercial.

Nous ne mesurons pas encore les effets d'un Brexit dur, mais d'ores et déjà nous savons que sans un accord de sortie négocié et offrant des garanties solides ce sont tous les droits attachés aux personnes qui tomberont. Depuis le premier ministre a été mis en minorité et a démissionné. Au terme de ce point d'une partie de l'international, je vous rappelle qu'en France, le 21 septembre se tiendront des marches, pour la paix dans le Monde. La CGT étant partie prenante de ces marches, nous les retraités nous y avons toute notre place.

► Venons-en à la France

Avec les ordonnances et lois Macron et Hollande, les sacrifices exigés des salariés et retraités ont servi à améliorer la situation des rentiers. L'industrie, le progrès social et le pouvoir d'achat restent les dindons de la farce. Oui, il y a de quoi mieux vivre en France.

Oui, relancer la recherche et l'industrie, c'est possible. Oui, on peut améliorer les conditions de vie au travail, les salaires, l'emploi et les retraites.

Cette rentrée, pour les métallurgistes actifs et retraités doit plus que jamais être placée sous le signe de l'offensive. En effet, les enjeux sont de taille, tout d'abord celui de la réforme structurelle des retraites et la négociation de la future Convention Collective Nationale qui va revoir tous les droits des métallos pour plusieurs décennies, y compris des retraités.

► Dividendes 2019, un premier semestre record !

Les dividendes sont les richesses, redistribuées aux actionnaires, qui ne profiteront aucunement au développement du pays tant au plan social qu'industriel ou économique. Ces sommes colossales constituent une part importante constitutive du coût du capital. C'est près de 463 milliards d'€ qui ont été distribués de par le monde dans le 1^{er} semestre 2019. Un record quand des populations meurent de faim, essaient de fuir la

misère au péril de leur vie, que les équilibres naturels sont menacés. Avec 46 milliards d'€ de dividendes, la France conforte sa place de meilleure rémunératrice d'actionnaires en Europe. Ainsi, les entreprises du CAC 40 ont reversé, en 2018, 46 % de leurs bénéfices à leurs actionnaires. Ensuite, sur la situation en France, il y a toute la politique intérieure décidée par Macron et son gouvernement mise en œuvre par le premier ministre Edouard Philippe. Cela concerne les actifs et les retraités, mais pour les retraités, nous avons de quoi faire sur nos revendications : Pouvoir d'achat et la CSG augmentée d'1,7 point, droit à la culture et aux loisirs, aux vacances, au logement avec les 5 € de baisse des APL, la loi élan du mois de novembre 2018 qui va créer des dégâts dans le logement social. Mais il y a aussi le droit aux transports gratuits, le droit au suivi post professionnel...mais le gros dossier qui concerne actifs et retraités ensemble, c'est bien le changement de système de retraite dans notre pays.

► Les enjeux sur la bataille des retraites

Durant l'été, après de 2 ans de pseudo concertation, Jean Paul Delevoye, Haut-Commissaire à la réforme des retraites, rend un nouveau rapport à charge et préconise une réforme injuste, individualiste qui poussera une grande partie des travailleurs à continuer à s'épuiser au travail avant de pouvoir partir à la retraite, ou bien les retraités à vivre dans la

précarité juste pour survivre dans la dernière partie de leur vie. Le rapport suggère un système par points au service de la finance. Il s'inscrit dans un projet de société où les pensions ne seront plus déterminées en référence aux salaires mais dépendront de la situation économique du pays. En cas de récession économique ou d'explosion du nombre de départs à la retraite, le point baissera et la pension sera plus faible. En Allemagne et en Suède où un tel système existe, le montant des retraites a baissé fortement et rapidement. En Suède, c'est 92% des retraités qui ont vu leurs pensions baisser. Le système par points va faire chuter les pensions de 10 à 30% puisqu'il prendra en compte toute la carrière, donc les périodes de petit salaire, maladies, chômage, ou temps partiel (souvent subi), etc. Le calcul ne se ferait plus sur les 25 meilleures années comme c'est aujourd'hui le cas pour les métallos qui nous faisait perdre environ 10 % par rapport aux 10 meilleures années... Le système Macron par points est injuste, il est destiné à faire des économies sur le dos des salariés en accélérant la baisse des pensions et en reculant l'âge d'accès à une retraite pleine et entière. La mise en place de nouvelles décotes recule l'âge réel de départ à 64 voire 65 ans. Le retraité partant à l'âge légal de 62 ans, même avec une carrière complète verra sa pension amputée d'une décote de 10%. Et les retraités d'aujourd'hui ? Quel impact a le passage à la retraite par points ? Une chose est certaine, en 2025, toute

la population sera dans un système de retraite par points selon Macron. Nous sommes aujourd'hui 16 millions de retraités à se partager un gâteau qui équivaut à 13,8% du PIB de la France, demain nous serons 20 millions, il faudra se partager ce gâteau à 20 millions au lieu de 16 millions, donc obligatoirement la part de gâteau sera plus faible. Mais, l'OCDE recommande et la commission de Bruxelles exige que le budget des retraités soit descendu à 12% du PIB, c'est une deuxième cause de la baisse du niveau des retraites...actuelles. La retraite de demain se construit dès aujourd'hui. Pour la CGT, il faut au contraire préserver et améliorer notre modèle social. Pour gagner de meilleures retraites, il faut augmenter les financements assis sur les cotisations sociales, part de notre salaire socialisé. Nous devons donc ensemble exiger :

- Des droits garantissant dans tous les secteurs professionnels la possibilité d'un départ dès 60 ans.
- Une pension d'au moins 75 % du revenu net d'activité (pour une carrière complète) sans que celle-ci ne puisse être inférieure au smic.
- La ré-indexation des retraites sur le salaire annuel moyen et non sur l'inflation, facteur de décrochage de pouvoir d'achat entre les actifs et les retraités.
- La reconnaissance de la pénibilité au travail, cette dernière ne devant

pas être une fatalité. L'aménagement des fins de carrières, avec un droit à un départ anticipé à la retraite à taux plein à 55 ans, voire 50 ans, pour les métiers les plus pénibles, est la garantie d'une espérance de vie en bonne santé pour toutes et tous, tout comme la poursuite des dispositifs amiante.

- La prise en compte pour les jeunes des années d'études, de formation et de recherche du 1^{er} emploi.
- La suppression des exonérations de cotisations sociales (dont la transformation du CICE en exonérations) pour dégager 20 milliards d'euros supplémentaires pour le financement des retraites.
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes, qui représenterait 6,5 milliards d'euros pour les retraites.

Pour gagner de meilleures retraites, de meilleurs salaires, des services publics pour tous et partout, la CGT appelle à se mobiliser le 24 septembre prochain. Le 8 Octobre, les retraités seront aussi dans l'action unitairement, à partir de leurs revendications spécifiques, avec des initiatives en territoires.

► **Les enjeux sur la bataille de la Convention Collective Nationale de haut niveau pour les métallos**

Après 3 ans de négociations nationales avec l'UIMM, il semblerait que le patronat veuille conclure pour l'été 2020 la négociation sur la Convention Collective Nationale.

Depuis le début de cette négociation, tous les protagonistes ont reconnu sa dimension historique. C'est une réalité car il faut remonter à l'année 1968 pour retrouver une négociation de cette ampleur.

► Les enjeux du 6 décembre

La fin d'année sera un moment clé de la négociation où il faudra peser très fortement pour ne pas subir la régression sociale et au contraire être à l'offensive sur nos propositions pour gagner une CCN de haut niveau social.

- Dès septembre, impulser la lutte au travers des « vendredis de luttes », c'est-à-dire un vendredi sur 2, les jours de négociation.
- Le 1^{er} octobre, les Assises de la Convention Collective à Montreuil avec l'objectif de réunir

250 camarades minimum, notamment, nos animateurs de syndicats.

- Le 6 et 7 novembre, Les Assises de l'Industrie.
- Le 6 décembre : manifestation nationale à Paris, ce sera la seconde de ce type pour cette négociation (après celle de 2017). Objectif rassembler au moins 10 000 métallos devant le siège de l'UIMM.

Toutes ces initiatives vont aider à la construction d'un grand rassemblement des métallos le 6 décembre où nous ne serons peut-être pas seuls.

Le 6 décembre ne sera certes pas une finalité, mais une étape primordiale pour gagner et imposer un réel progrès social ! Pour cela il faut mettre au moins 10 000 métallos devant l'UIMM le 6 décembre, et les retraités devront en être !

► Les enjeux des assises autour de la reconquête industrielle.

Depuis le 21 février, la Fédération a lancé une nouvelle campagne pour



la reconquête industrielle qui sera l'un des fils conducteurs du prochain Congrès Fédéral. Cette campagne a pour objectif d'impulser des initiatives, des projets alternatifs, d'être à l'offensive sur l'emploi et le besoin d'un tissu industriel dans les territoires pour faire nos régions et mener des combats au plus près des salariés avec leur syndicat CGT et nous les retraités nous sommes intéressés par cette reconquête industrielle.

Le 24 septembre sera la date du premier temps fort interprofessionnel de la rentrée. Les syndicats de la métallurgie auront à porter les questions industrielles qui sont primordiales pour l'avenir de nos emplois dans nos territoires. C'est dans ce sens que dans les régions et départements, nos USTM et coordinations régionales travaillent sur les filières industrielles, comme l'automobile, la sidérurgie, la navale ou encore les « TIC » pour construire des initiatives et projets industriels avec les syndicats concernés. Porter des projets et développer les luttes pour gagner un avenir industriel en France seront au cœur des débats lors de nos Assises de l'Industrie les 6 et 7 novembre à Montreuil. Ces assises sont ouvertes à l'ensemble des organisations CGT (Fédérations, Confédération, Comités Régionaux, et Unions Départementales).

► Réussissons le RIP ADP

Depuis le 13 juin, les citoyennes et citoyens qui soutiennent l'organisation d'un référendum au sujet de la privatisation d'Aéroport

De Paris ont 9 mois pour se manifester, objectif, 4,7 millions de signatures ! Après plus de 2 ans de bataille et de lutte syndicale, la CGT a réussi à mobiliser l'opinion publique - des élus de gauche comme de droite - et cette dynamique a permis de lancer la procédure de Référendum d'Initiative Partagée.

Pour rappel entre 1986 et 2017, ce sont 55 entreprises qui ont été privatisées. L'avenir d'ADP est un enjeu national qui doit mobiliser l'ensemble du monde du travail.

La démarche de RIP qui est engagée concernant ADP revêt un caractère particulier, une dimension historique, car si nous gagnons les 4,7 millions de signatures, c'est la mise en place d'un référendum dont l'issue peut permettre de stopper le projet de privatisation. Néanmoins, il nous faut donner un coup de collier car nous sommes seulement à 650.000 signatures en 2 mois ½ et atteindre le million rapidement, donnerait un élan pour aller vers 4,7 millions.

Le Président de la République s'est prononcé pour l'abaissement du seuil à 1 million de signatures, la CGT attend qu'il passe des paroles aux actes !!! C'est un défi de haut niveau que nous devons être capables de relever tous ensemble !

► « Cultivons notre jardin syndical »

Pour atteindre nos objectifs communs et préparer la rentrée sociale, notre priorité est la tenue d'Assemblées Générales de Rentrée et les visites des

syndicats et sections de retraités dans les Territoires et les Groupes. Elles sont l'occasion de débattre avec les militants et les syndiqués, afin de définir collectivement des plans d'actions pour toucher un maximum de salariés et de retraités.

A partir de notre implantation et des forces dont nous disposons, nous avons la possibilité de toucher plus d'un salarié et retraité sur deux dans la métallurgie.

C'est la raison pour laquelle le rôle de nos structures en territoires et dans les groupes sera déterminant dans cette bataille des idées. Mais nous y reviendrons demain matin sur notre orga et la vie syndicale. Et le rôle du Conseil National, du Bureau et du secrétariat.

Dans notre riposte intégrons la journée d'action du 24 Septembre, pour les actifs mais les retraités comme d'habitude y ont toute leur place sur nos revendications, Puis nous aurons la journée d'action proposée par le groupe des 9 organisations le mardi 8 octobre sur la revalorisation de notre pouvoir d'achat

Mais pour avoir un bon rapport de force dans la rue nous devons soigner notre organisation, et donner les moyens à nos sections de bonnes assemblées de rentrée en leur fournissant une trame adaptée aux retraités. Prendre soin de notre orga car, avec 922 FNI de moins en 2018 par rapport à 2017, ça ne peut pas aller, d'autant que de date à date sur 2019 par rapport à 2018 nous sommes à 175 FNI de retard. Nous avons aussi à travailler la question de la continuité

syndicale et pour cela je devais participer le 12 septembre à une rencontre UCR/Féd sur la continuité syndicale, qui a été annulée pour cause du décès de François Thierry Cherrier Mais pour travailler il nous faut finaliser nos collectifs, et commencer à travailler sur territoires avec les membres du CN, les USTM et les syndicats.

En même temps il nous faut s'occuper du questionnaire « La CGT vous la voulez comment ? » Et les retraités sont concernés car paraît-il qu'il existe un questionnaire sur internet.

Nous avons aussi à travailler la proposition du bureau de changer l'organisation de la tenue du Conseil National, sous une forme différente, c'est-à-dire la première demi-journée de 15h à 18h30, la tenue des commissions, et le lendemain la tenue du Conseil National de 8h30 à 16h.

La question de la formation des membres du CN sur retraites et retraités La nécessité de réfléchir à la composition de la délégation de 17 délégués de l'UCR pour le Congrès de l'UCR à Saint Malo du 11 au 15 mai 2020.

Enfin, il y a notre communication, et la nécessité d'intégrer dans le numéro de Septembre Octobre des Retraités de la Métallurgie un 4 pages sur la Mutuelle, sur les propositions 2020 avec le RAC, autrement dit le reste à charge Zéro, pour permettre un nouveau bon d'adhésions à la mutuelle familiale dans le respect de notre accord de partenariat.



Simon Miralikan constate qu'à la Réunion la CGTR est en baisse en raison d'un manque de motivation. Après l'immigration des Sri Lankais et des Comoriens, c'est maintenant au tour des Vietnamiens. Or on a déjà du mal à vivre, donc comment va-t-on faire ? On n'arrive plus à faire face et les gens vivent sous les ponts. La situation est d'autant plus difficile que des monopoles ont été créés sur l'île. Un même groupe antillais possède quasiment toutes surfaces de vente, et ils sont aussi dans l'automobile. La situation est grave.

Francis Hocquet rapporte que la situation de l'immigration est aussi difficile à Grande Synthe, où des familles vivent dans des tentes. Avec les gilets jaunes, il y a aussi des nationalistes. Une autre cause de tension est le Brexit. Les Britanniques sont en train de se tirer une balle dans le pied et stockent des médicaments. Il en résulte des manques de certains

médicaments dans nos pharmacies. Par contre, dans la région la gratuité du bus est appréciée car c'est un besoin aujourd'hui et ça renforce le pouvoir d'achat. Par contre, la Cgt est trop discrète sur le fait qu'on ait réussi à obtenir le remboursement de la CSG alors que c'est grâce à nous...

Gérard Esson estime qu'on a intérêt à faire les AG le plus vite possible. Sur les questions internationales et nationales, on ré entend les propos de Michel Rocard (La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde...). On a aussi besoin de discuter de ce qui s'est passé au G7. Certains pensent que l'intervention de Macron n'était pas si mal. On a donc intérêt à en discuter et à voir comment faire la liaison avec l'industrie, le pouvoir d'achat. Le 29 août s'est tenue l'AG actifs/ retraités de la région AURA. Selon une étude Sécafi, la région compte 228 741 emplois de

métallos, mais combien de syndiqués... De 2014 à 2018, il y a eu 25000 créations d'emplois. Comment a-t-on travaillé la syndicalisation ? On ramène cela à chaque département pour que sans les AG on puisse avancer. Il y a de nombreuses questions à débattre pour avancer, les AG de maintenant à décembre sont donc la priorité. Concernant la retraite, nous sommes face à une attaque contre les conquis du Conseil National de la Résistance. Les gens découvrent l'ampleur de ce que représente la retraite par points. On a besoin de les éclairer.

Daniel Grancher se dit inquiet au vu de l'actualité et de l'escalade entre les Etats-Unis et la Chine. Nous assistons à une guerre économique avec une attitude agressive qui va accentuer la concurrence entre les mains d'œuvre pour tirer les rémunérations vers le bas. C'est l'escalade, or le rôle de la Chine est très important dans le commerce. Idem pour l'agressivité des Etats-Unis envers la Russie. Les événements de Syrie et d'Irak avec les enjeux du pétrole ont des conséquences. Notre réponse doit être non pas militaire mais environnementale. Il est bien qu'on se prononce sur la gratuité des transports. Concernant la santé, Daniel dénonce la médecine libérale et les profits des industries pharmaceutiques qui ne fabriquent que les molécules qui rapportent. Une santé qui devrait être entièrement nationalisée

puisque c'est un droit et un service public.

Marc Bastide relève que le capital s'organise pour rendre les riches toujours plus riches au détriment des salariés. Les salariés sont divisés, les services publics sont remis en cause, on détruit les services publics nationalisés. Les personnes qui vivent en HLM peuvent subir un changement de bailleur du jour au lendemain, idem pour les changements d'opérateur du gaz et de l'électricité. Du jour au lendemain, ce n'est plus EDF mais Enedis, on installe les compteurs linky etc. Le pouvoir éclate totalement le service public nationalisé. On voit aussi comment ils s'y sont pris pour casser la SNCF. Dans le même temps, la population est amenée à considérer que les cheminots coûtent cher et on attaque leur convention et les retraites. En permanence, il y a cette bataille. Y a-t-il d'autres perspectives ? La CGT a des propositions. Comment fait-on pour les faire connaître ? En ce sens, le besoin d'organiser des AG prend une dimension importante et urgente. Les AG sont à préparer de manière politique, avec la question du pouvoir d'achat, les batailles sur la gratuité des transports et les batailles sur les retraites. Dans les débats publics, les tenants de LREM sont en difficulté pour expliquer leurs propres propositions. De notre côté, nous sommes porteurs de propositions. Il faut organiser partout des débats avec actifs et retraités. Des retraités pensent qu'ils ne





seront pas touchés par la réforme, mais attention il y aura un système pas deux. Si on ne travaille pas nos propositions CGT, les gens demandent seulement combien ils vont toucher. Or on ne sait pas car on ne connaît pas la valeur du point. C'est donc incompréhensible. Le gouvernement mène une bataille idéologique, or la CGT a une carte à jouer. On peut utiliser le diapo CGT, notamment au moment des AG avec les actifs et les retraités. Il y a une tentative d'utiliser la situation internationale et les migrations. Le capital a créé les conditions de cela. Attention, car le RN est à l'affût. Ce n'est pas une rentrée traditionnelle, on est à la croisée des chemins. Le gouvernement l'a compris et mesure le danger pour lui-même si la CGT crée les conditions de relever les têtes. Et dans ce contexte, l'UIMM remet en cause des détachements syndicaux pour contribuer à mettre en sourdine la parole CGT.

Claude Diharcabal estime que le capital s'est toujours servi de l'immigration pour

contrer les travailleurs. Les médias parlent des morts en Méditerranée, et le gouvernement français accepte avec mansuétude d'accueillir des migrants. Il le fait pour casser les salaires et les conditions de travail. On les choisit et on les met gratuitement sur le marché du travail pour le patronat avec des financements des Conseils généraux et des OPCO pour former et organiser des filières de travail à bas coût. Ainsi, on les attache car s'ils n'acceptent pas ces conditions, ils sont refoulés. C'est un travail non-dit mais qui est réalisé, et il faut en prendre conscience. Concernant la gratuité des transports, certaines communes l'appliquent depuis longtemps, comme à Aubagne où elle existe depuis 10 ans, mais où c'est remis en cause par la Métropole marseillaise. C'est un des enjeux des municipales. Pour ce qui est de la fermeture des lits d'hôpitaux, on assiste à un transfert vers le privé : on n'ouvre des lits que pour les pathologies qui rapportent. Claude dit approuver la proposition

de nationalisation évoquée plus haut. Il faut porter un regard qui dépasse l'entreprise car on fonctionne trop par corporation.

Lucien Grimault insiste sur la nécessité de tenir des AG de syndiqués en cette rentrée parce que c'est compliqué dans les têtes parmi la population, mais aussi parmi les syndiqués et chez les retraités. Le collectif revendicatif s'est tenu. Au lendemain des municipales, on sera dans le concret. Il faut aborder la question des salaires et du niveau des retraites. La pauvreté s'accroît et va s'accroître s'ils arrivent à mettre en place ce système. Il faut donc avancer sur la question des retraites. Le patronat et le gouvernement ont mis en place de l'enfumage avec le rapport Delevoye, puis le G7... Les personnes qui pensent qu'elles ne seront pas impactées avec le système à points sont dans l'erreur. Depuis 1993, la valeur du point des complémentaires a été divisée par deux. Une directive européenne indique qu'il faut abaisser la part des retraites ans le PIB à 12%, alors qu'elle est à 13,8% aujourd'hui. Ça peut entraîner des baisses de retraites jusqu'à 30%. C'est une remise en cause totale du système : la fiche de paie a été modifiée et le taux de cotisation changé : on tire tout vers le bas. Il s'agit d'une attaque sur trois fronts : 1. Une remise en cause de la réparation et du système basé sur la solidarité, 2. c'est un allongement du temps de travail, 3. c'est une diminution des retraites.

Le collectif revendicatif propose au Conseil national une demi-journée sur ces questions. Dans les écrits, on ne voit pas qu'il s'agit d'une remise en cause fondamentale du système, alors que le capital a l'intention de faire de la retraite une marchandise. Le collectif va aussi sortir un tract la semaine prochaine. Jean-Marie Schapman travaille un document sur les questions de la retraite. On élabore aussi un dossier avec des sources documentaires (directives européennes, écrits de l'Assemblée nationale). Une initiative commune de la fédération est envisagée avec actifs et retraités. De son côté, Alain Pilloux travaille avec la web radio. L'idée est de faire une émission sur les retraites, puis dans le journal de l'UFR avec un article de fond sur ces questions. D'autres choses seront définies pour l'avenir.

Roseline Duchesne se dit heureuse de partir des éléments que livre Lucien sur les retraites. Effectivement, on ne dit pas assez que la CSG a pu être remboursée grâce à la CGT. La formation sur les retraites est importante parce que trop de gens pensent encore qu'ils ne seront pas impactés.

Alain Drieu dit percevoir une inquiétude sur les retraites, et en même temps un questionnement sur : que peut-on faire ? Et c'est différencié selon les catégories d'âge. Les jeunes disent que la retraite, de toute façon, ils n'en auront pas. Pourtant les lycéens se mobilisent sur le climat. Il y a donc un potentiel de militantisme

et d'engagement. A l'autre bout, il y a des anciens qui ne se croient pas concernés. Entre deux, les actifs s'interrogent et se disent mal informés. Beaucoup de camarades ignorent comment fonctionne le système actuel. On a besoin d'outils, mais il ne faudrait pas des outils où il y a tout et qui ne seraient pas accessibles. Un document du type questions/réponses. Cela n'empêche pas d'utiliser des documents de type power point ou autre. Il faut aussi utiliser les outils confédéraux et fédéraux comme le café des luttes web où peut s'exprimer une diversité de métallos ; jeunes, vieux, ICT. Concernant les enjeux de la période, il y a la convention collective. Faut-il démultiplier les journées d'étude ? Pourquoi pas une journée sur les deux points. Rappelons que la retraite est l'affaire de tous. La période est toutefois difficile car les élections CSE submergent de nombreux camarades dans les entreprises.

Bernard Devert note qu'étant dans une assemblée, on a besoin de donner la confiance et le ton. Il faut être plus à l'écoute des gens et pas seulement leur parler. Par exemple, quand on parle de guerre économique, il y a la journée du 21 septembre pour la paix. Les élections en Allemagne témoignent d'une montée des fachos. Il y a des conflits armés, mais aussi des guerres économiques comme en témoigne ce qui se passe chez General Electric. Il y a aussi des enjeux tels que l'accès aux terres rares. Il nous faut donc être attentifs

aux questions de la paix et de la fraternité, s'inscrire dans les convergences de luttes de retraités en Europe. Le syndicalisme international existe. Nous avons un problème sur la manière dont on s'y prend sur la retraite. Il y a des zones d'ombre dans nos tracts. Il faut de la bataille des idées, et dès qu'on aborde la question on met un pied dans le futur système de retraites. Or ce futur système, nous sommes contre. Le meilleur système qui soit, le plus solidaire et le plus juste est notre système. Dans leur futur système, la valeur du point est discutée chaque année à l'Assemblée nationale. La retraite est un enjeu de société. Ils veulent tout renvoyer à l'entreprise avec des assureurs privés. Il y a besoin d'un support au débat. Il faut s'entraider pour répondre aux interrogations mal posées. Notre système c'est l'avenir car ce n'est pas une réforme mais la remise complète du système actuel. Nous avons besoin d'approfondir et travailler l'interpro, les actifs et les retraités. Il faut donc que le CN se rende disponible pour aider.

Claude Godart rappelle qu'en 1973 existait une note à la Snecma sur l'absentéisme et qu'une lutte de trois ans a permis de la faire annuler. Or avec le futur système à points, ils décomptent tout : maladie, temps partiel etc. On a une difficulté pour expliquer le prix du point, mais au final on sait que tout baissera. Enfin sur l'argument que l'on n'aura plus de retraite, il faut préciser que tant qu'existera le système par répartition, il y en aura. Par contre,

dans certains pays les fonds pension ont ruiné les retraités.

Philippe Perrier estime qu'il y a un plan de destruction de notre système de retraite qui est le plus efficace et le meilleur du monde. Ce sont les diverses attaques successives qui l'ont dévalorisé. Ceci étant, le système a résisté à la crise des subprimes, tandis qu'aux Etats-Unis, de nombreux retraités ont été ruinés. Si on ne prenait que 15% des dividendes pour alimenter les retraites, cela ferait une somme de 30 milliards. Notre système est en bonne santé et on l'attaque et on remet en cause les cotisations. Ils argumentent sur l'augmentation de l'espérance de vie, mais entre 2004 et 2011 l'espérance de vie en bonne santé a diminué. Ceci est dû à la dégradation du service public et des conditions de travail. On porte atteinte au niveau et la qualité de vie. Il est urgent d'organiser des AG.

Emile Castillo note qu'on veut baisser nos retraites, mais pas celles des parlementaires. On nous dit qu'il y a le déficit, mais l'Etat ne remet pas dans le circuit les baisses de cotisations. A nous d'expliquer le système qu'ils veulent mettre en place et de faire en sorte de garder une retraite décente.

Jean-Luc Debortoli intervient sur la situation internationale. Celle-ci est marquée par une montée de l'extrême droite. La paix et l'environnement sont des enjeux essentiels. Il faut rencontrer les salariés dans les AG pour porter le débat sur les enjeux du service public et des entreprises nationalisées. On revendique une vie différente où « on paye selon ses moyens et on reçoit selon ses besoins ». Pour la CGT, il s'agit d'avancer sur son créneau. Pour cela, on aurait aussi besoin d'une note de synthèse.

Guy Foucault préconise de tenir les AG avec les actifs et rappelle l'évolution des droits en matière de



retraites. On est déjà passé du calcul de la retraite sur la base des dix meilleures années à la base des 25 meilleures années (ce qui a fait baisser le niveau des retraites). Il faut expliquer aux jeunes l'évolution en cours et ce qu'ils vont perdre et surtout il faut que les actifs soient dans les manifestations.

Gérard Esson résume la situation du point de vue historique ; avec une CGT à 4,5 millions d'adhérents on crée la sécurité sociale, avec une CGT à 700 000 on la perd. Dans la Drôme, la CE de l'UD a tenu une journée de formation. On a distribué 800 tracts et on veut faire quelque chose à Annonay. On ne peut faire l'impasse sur l'aide aux actifs. Attention, le gouvernement veut passer par décret. Il faut donc mobiliser maintenant.

Didier Niel estime nécessaire de prendre des initiatives pour former et informer les retraités et actifs. Concernant l'idée d'une formation en novembre, les membres du Conseil national doivent

s'investir, mais novembre n'est-ce pas déjà trop tard ? On doit prendre des initiatives plus tôt. On a des outils, par exemple des vidéos. A Paris on cible les retraités. Il s'agit d'aider à avoir une meilleure compréhension.

Jean-Marie Schapman informe que qu'Edouard Philippe doit présenter le lendemain un calendrier de la réforme. Il y a eu beaucoup de brouillage et d'inconnues. Il s'agit d'une opération pour séduire mais on ne connaît que la partie émergée de l'iceberg. Depuis des années, on a lutté pour défendre le système par répartition solidaire. Ce sont les différents coups qui ont été portés qui ont affaibli le système. A en croire le rapport Delevoye, la retraite par points c'est merveilleux. Or nous sommes 16 millions de retraités et les retraites font 13% du PIB, alors que pour demain l'Europe veut les faire baisser à 11% du PIB tout en ayant 20 millions de retraités. Il ne faut pas mélanger les fondamentaux et les mécanismes. Aujourd'hui, nous avons

un système à prestations définies et demain ce serait un système à cotisations définies. On ne saura donc pas ce qu'on va toucher et d'une année sur l'autre la valeur du point pourra varier. En même temps, il faut rester sur notre terrain : la retraite solidaire par répartition est viable et a de l'avenir. L'argument du remplacement des 42 régimes spéciaux est fallacieux. Demain, toutes les boîtes vont créer leur propre régime. Ce ne sera pas 42, mais des milliers, qui mettront en place la capitalisation. Pour les retraités qui se pensent non concernés, il faut mesurer que l'Agirc-Arrco sera intégré au nouveau système. Il n'y aura pas deux régimes. La baisse du point en quelques années sera pratiquée comme elle s'est produite pour les complémentaires. Philippe Martinez dit qu'il existe un système et qu'il faut que ce soit celui-là qui subsiste. Ils vont mettre du temps avec le débat car les 2/3 des Français ne font pas confiance à Macron sur les retraites. Cela va-t-il se transformer

en mobilisation ? Nous l'espérons et c'est cela qu'il faut gagner. Il faut que nous apportions notre contribution politique à la bataille.

Norbert Boulanger précise que pour travailler, il faut finaliser les collectifs et commencer à travailler sur les territoires. Il y a 22 inscrits dans les collectifs sur un Conseil national de 51 membres. Il y a besoin de plus de monde dans les collectifs et il faut s'y inscrire. On a travaillé la question du changement de l'organisation du Conseil national. Le bureau propose que la veille après-midi des Conseils nationaux, les collectifs se réunissent afin qu'ils se donnent le temps d'être force de propositions pour le CN du lendemain. Le CN est-il d'accord pour que cela s'organise de cette manière ? Réunion la veille du CN et le jour du CN réunion de 8h30 à midi et de 13h30 à 16 h00. Est-on aussi d'accord pour un travail commun actifs et retraités sur la bataille des retraites ? Si le CN est d'accord, il faut aussi interpellier la fédération pour une rencontre actifs/retraités sur le sujet. Enfin, du 11 au 15 mai se tient le congrès de l'UCR. L'UFR est interpellée pour une délégation de 17 délégués. Le congrès de l'UCR est un congrès de structure. Cela veut dire que le CN peut décider des 17 délégués. Mais ce n'est pas notre conception. On veut travailler avec les sections sur les propositions de la délégation. Le CN est-il d'accord pour qu'on fasse des propositions par région, par département dans les sections pour composer la délégation.





Pierre Norrito informe que le collectif retraité s'est tenu la veille en Gironde. Il a été décidé que le collectif retraités aille à une AG commune avec les actifs le plus tôt possible. Organiser une demi-journée d'étude sur la question des retraites fin novembre, c'est tard. Cette AG en Gironde est proposée dans la première quinzaine d'octobre. Des outils de communication existent ; la fédération CGT des organismes sociaux organise un débat sur les retraites, l'USR 94 a édité un tract de grande qualité qui reprend point par point toutes les explications de la réforme. Par ailleurs, Pierre estime peu pratique la nouvelle organisation du CN proposée et en propose une autre, mais qui supposerait deux nuits d'hôtel au lieu d'une. Sur la désignation des délégués, Pierre se dit d'accord pour des désignations par région.

Simon Miralikan se dit d'accord pour être dans le collectif « la place des retraités dans la société ».

Daniel Grancher est d'accord pour être dans le collectif revendicatif. En ce qui concerne le travail avec les actifs, Daniel est d'accord mais regrette l'attitude d'actifs qui refusent tout contact avec les instances. La FD et l'UD ont indiqué qu'ils allaient s'en occuper. On attend donc que les choses se mettent en place. Autre question, concernant le déficit des retraites. J'ai entendu que pour l'instant il n'était pas en déficit et qu'il n'y avait pas urgence à le casser. Par contre, avec les exonérations et ce qu'ils veulent mettre en place,

ça va poser problème pour l'avenir.

Roseline Duchesne relève que la proposition du Bureau oblige tout le monde à venir la veille et à faire partie d'un collectif, ce qu'elle ne souhaite pas.

Lucien Grimault précise qu'on ne peut forcer personne à intégrer un collectif, par contre on tend à ce que les camarades soient tous dans un collectif.

Guy Foucault ajoute plus on sera dans les collectifs et plus ce sera intéressant.

Gérard Esson repart de la réflexion du secrétariat et du bureau, qui veulent asseoir les collectifs sur le travail de ces collectifs. L'idée est d'avoir une activité en territoire. Le CN s'appuie ensuite sur le travail des collectifs. Toutefois le coût des hôtels ne permet pas d'envisager d'autres solutions. Il faut au final décider au regard des réalités.

Bernard Devert rappelle que les collectifs appartiennent et travaillent pour le Conseil national. Ce sont des outils que le CN se donne. Il y en a trois fondamentaux ; le revendicatif, l'organisation et la communication. Il peut y avoir aussi des collectifs thématiques, voire temporaires. Il faut réfléchir à partir de nos besoins. L'UFR est un outil de la fédération. On doit donc travailler avec les collectifs de la Fédération. On ne va pas les réinventer. Par exemple, sur paix on pourrait ici décider de travailler à une expression pour participer à la marche du 21 septembre. Nous

avons énuméré ce matin l'activité revendicative ; il y a une loi sur le grand âge et l'autonomie, la question des aidants... N'a-t-on pas des revendications ? La confédération a travaillé ces questions, comment les portons-nous dans nos organisations ? Autre question : celle du transport gratuit. Quel lien aussi avec la réforme hospitalière, quand on regroupe dans des grands centres hospitaliers en laissant des déserts. Comment le portons-nous ? La CGT porte le « statut du retraité », Bernard y est opposé, et se dit salarié à la retraite, mais il faut en débattre. C'est incompréhensible, on n'a pas un statut de retraité de même qu'on n'a pas un statut de salarié. On a un code du travail et des conventions collectives. Sur la convention collective négociée à l'UIMM, les retraités sont à la ramasse. Pourtant, on a avancé l'idée que le patronat participe à la couverture sociale comme dans les entreprises. En tant que retraité, on perd tout, ou alors il faut payer plein tarif. C'est un axe de bataille qui nécessite la construction du rapport de force. Nous avons de nombreux collectifs ; par exemple vie syndicale, questions internationales... Comment fait-on pour travailler avec le CN ? Les sujets ne manquent pas. Ce n'est pas facile, mais en tant que dirigeants nationaux on doit produire des choses. Le processus sera long, mais si on avait une initiative nationale dans le patio, ça aiderait. On a besoin de mise en commun et c'est vers cela que tend l'évolution du CN. Il faut

donc réfléchir à la bonne méthode pour être utile.

Marc Bastide remarque que la proposition de mieux répartir le travail est intéressante mais qu'il manque le tiers des participants au CN. Marc propose à partir de la proposition amenée d'interroger les camarades manquants pour savoir si la proposition convient. Ensuite, on ajustera la ½ journée ou la journée. Il faut regarder à la fois les questions du budget et de l'efficacité politique. Concernant le statut de retraité, c'est un écrit individuel développé par Jean-Pierre Floret dans une Actu UFR, mais ce n'est pas un débat qu'on a eu. On a besoin de travailler le droit d'accès à l'entreprise pour les retraités et à travailler sur la convention collective. Enfin, sur les collectifs on travaille aussi l'interaction entre l'UCR et les USR.

Norbert Boulanger précise que la décision sur la modification de la tenue des CN n'est pas à un ou deux mois près. On prend le temps d'écrire et de consulter tout le monde. Le prochain CN décidera avec une mise en application de la décision en 2020.

I N T R O D U C T I O N



Norbert BOULANGER

Membre du secrétariat de l'UFR

Il y a moins de 6 mois, se tenait le 12^e Congrès de l'Union Fédérale des Retraités de la Métallurgie. Dans le préambule du document voté au Congrès, il y avait ce texte :

« Nous voulons avoir un Congrès ancré dans la vie des territoires et dans les luttes en lien avec le fédéralisme, à partir des préoccupations, attentes et exigences revendicatives des retraités de la métallurgie, dans une crise systémique du capitalisme ancrée dans la financiarisation avec une dégradation accrue de la situation économique, sociale, morale et politique dans notre pays et dans le monde.

Nous avons besoin pour aider les retraités de notre

pays de franchir un nouveau palier de syndicalisation de notre UFR, afin de créer un rapport de forces beaucoup plus imposant, pour défendre les attentes et exigences revendicatives alternatives en faveur des retraités, des actifs, pour transformer le travail et la société en prenant en compte le vieillissement de la population et la progression de l'espérance de vie. A ce jour nous sommes 16 millions de retraités dont 10% sont des métallos.

Ce 12^e Congrès doit être un moment fort pour définir un plan de travail, des orientations, des objectifs, un fil rouge pour donner une dynamique à l'UFR Métaux. Nous devons pour cela élever le niveau de la qualité de vie syndicale de nos sections et structures pour répondre aux immenses besoins syndicaux de nos adhérents, en convergence avec les salariés et privés d'emploi. »

La situation générale, la perception et le vécu qu'en ont les retraités, n'ont pas changé depuis, on peut même dire qu'elle s'est encore davantage dégradée.

Le capitalisme, le libéralisme et le capitalisme financier renforcé sont à l'origine d'une situation mondiale marquée par le creusement des inégalités et la multiplication des crises (bancaires, sociales, environnementales, démocratiques.)

Aux dérives financières qui remettent en cause les

économies mondiales et les fondements des Etats qui s'y soumettent, s'ajoutent les fléaux issus des conflits (misère, massacres, dictatures...)

Alors que les Etats et leurs dirigeants, incapables qu'ils sont à répondre aux besoins de l'Humanité, n'envisagent pas d'autres issues que ce système, l'aspiration à vivre dignement et à l'émancipation grandit. Alors que nous vivons une crise écologique majeure avec le réchauffement climatique. Au-delà des comportements individuels largement stigmatisés, le pillage des ressources de la planète par un capitalisme débridé et sans limite, qui brasse les productions d'un bout à l'autre de la terre à la recherche constante du profit maximum, mets en péril l'avenir de la planète, les questions économiques, sociales, environnementales, sociétales et démocratiques émergent dans les luttes des peuples.

Le pouvoir d'achat, la qualité et les conditions de vie se dégradent pour un plus grand nombre, au moment où les profits des grands groupes et les dividendes versés aux actionnaires explosent, alors que les gouvernements libéraux refusent non seulement de faire payer les riches mais au contraire, allègent leurs contributions et ponctionnent le plus grand nombre.

La dégradation, d'abord de la sécurité sociale, du système de santé conduit plus du tiers de

la population à renoncer aux soins ou à les différer. Les retraités sont particulièrement touchés par ces phénomènes. Sur 16 millions de retraités, entre 4 et 5 millions sont pauvres et 750.000 sont obligés de travailler. Le niveau des retraites et celui des réversions restent bas, notamment pour les femmes qui ont souvent des rémunérations inférieures et des carrières incomplètes.

Le débat social doit s'appuyer en permanence sur l'implication et l'engagement des salariés actifs et retraités, de privés d'emploi et en premier lieu ceux de nos syndiqués actifs, retraités et sans emploi pour gagner en efficacité.

Alors que le coût du capital n'a jamais autant impacté l'économie réelle, la baisse du « coût du travail » et la refonte du marché du travail sont leur priorité : sécurité fiscale, juridique et financière pour les entreprises et flexibilité sociale pour les salariés, les sans emploi et les retraités. Cela montre l'urgence des solidarités à construire entre les salariés pour défendre leurs intérêts.

L'intervention coordonnée des salariés actifs et retraités dans les affaires qui les concernent est donc une absolue nécessité : aucune avancée sociale ne se gagnera sans leur indispensable mobilisation. C'est de cela dont il faut débattre aujourd'hui à partir de leur situation concrète,



de leur vécu et de leurs aspirations.

Ainsi, au-delà des résistances qu'il convient de mettre en œuvre pour préserver les conquits sociaux professionnels et interprofessionnels, il s'agit aussi pour le syndicalisme retraités de rester offensif sur les questions de pouvoir d'achat, de santé, d'aide à l'autonomie, de mobilité, d'habitat, d'accès à la culture et aux loisirs. Globalement prendre en compte tous les aspects de la socialisation y compris les conséquences du développement des technologies de l'information et de la

communication et en particulier d'internet. L'organisation de l'activité syndicale au plus près des lieux de vie, dans les sections, les UL et UD, doit permettre de construire et élaborer les revendications à partir des besoins exprimés par l'ensemble des retraités sur un territoire. Les sections de la Métallurgie, intégrées pleinement dans leur syndicat, se trouvent naturellement à l'intersection de cette exigence de complémentarité et de convergence entre le champ professionnel et territorial.

C'est un enjeu fondamental pour toute la CGT que de travailler à coordonner l'activité syndicale de nos différentes structures pour trouver unité, cohérence, solidarité de classe, principes essentiels pour élever le rapport de forces, afin d'agir tous ensemble. Chez les retraités, cela doit nous conduire à décroiser l'activité afin de faire vivre en synergie les sections avec les ULSR et les USR. Pour faire avancer nos revendications cela passera inéluctablement par l'élévation du rapport de force et donc par la mise en commun de nos expériences, de notre

potentiel militants et nos savoir-faire. Comme chaque citoyen, les retraités sont confrontés aux enjeux de société, de pouvoir d'achat, protection sociale, défense de l'entreprise, mais aussi à la vie de leur quartier, localité, etc... Cela doit nous amener à développer l'activité dans et avec la section, au plus près des retraités. C'est à partir de cela que nous pouvons avec les membres du Conseil National aller à la reconquête de nos syndiqués, et rattraper les retards des 922 FNI manquants en 2018 par rapport à 2017.

D I S C U S S I O N

Bernard Devert invite à réfléchir sur la vie syndicale qui doit forcément se faire avec les syndiqués. Or les retraités d'une entreprise sont souvent dispersés et il y a peu de vie syndicale. Il y a l'orientation confédérale de s'organiser sur le lieu de vie, mais même cela n'est pas satisfaisant pour les retraités qui sont allés s'établir à la campagne. Quelle est la ligne pour construire le rapport de force face aux enjeux ? Tout ça est à organiser. D'où l'intérêt d'avoir des correspondants qui fassent le lien avec le CN. Dans l'état orga, c'est important aussi d'avoir les noms des secrétaires de section.

Lucien Grimault revient sur l'utilité du syndicalisme retraité. Le contexte actuel

peut être un point d'appui important pour modifier les choses. Sur les retraites, il y a eu la journée du 13 à la RATP. Une journée à l'appel de tous les syndicats sauf la CFDT. Ces initiatives peuvent nous offrir des espaces nouveaux de convergences professionnelles et entre actifs et retraités. Il y a des tensions entre actifs et retraités. On a rencontré Aziz pour la fédération. Cela ne suffit pas de mettre un nom par USTM ou région. Ca demande conviction et engagement. Il faut que l'UFR s'invite dans l'activité fédérale, dans les réunions des régionaux pour que soit pris en compte la complémentarité. Il est très important que les retraités soient dans les manif. C'est compliqué mais la

période ouvre de nouvelles perspectives.

Daniel Grancher fait état des difficultés dans sa région (Normandie) pour se faire le relais du CN et inversement. Les informations sont peu diffusées et vont difficilement au-delà des grandes sections. Il faut donc avoir une réflexion sur notre fonctionnement. Il y a aussi des gens du multipro qui refusent le contact. C'est un vrai problème. Comment faire ? Nous ne sommes pas des amicales de retraités. On doit avoir une activité syndicale spécifique. L'actualité de la casse des retraites nous ouvre un espace, mais quels moyens donne-t-on aux membres du CN pour aller dans les territoires ?

Jean-Marie Schapman pose la question de la participation à la vie fédérale. Que cherche-t-on à faire ? Il a la question du contenu des mandats. On ne fait pas doublon avec les USTM, mais il y a des priorités. Un des enjeux posés est la continuité syndicale. Il y a un tract et un livret sur la continuité syndicale, mais quel type d'initiatives sont prises autour de cela ? Avec la baisse des moyens du CSE, on passe en dernier dans les priorités. Un des outils dont nous disposons sont les collectifs métaux ou USTM. Un des moyens de participer à la vie syndicale est la continuité syndicale. Il faut gagner la création de sections dans les entreprises où elles n'existent pas. Et



on participe aux AG de sections pour en montrer l'utilité. Il faut donner la priorité à la continuité syndicale.

Jacques Cohn distingue deux situations au regard du bilan orga. Il y a ceux qui ont leur entreprise et ceux qui n'en ont plus. On ne peut pas avoir la même organisation. L'entreprise de Jacques n'existe plus, il ne peut donc plus y avoir de nouveaux syndiqués. Doit-on s'intégrer au multipro ? L'alternative est qu'on finisse par s'éteindre. S'il faut travailler en territoire, il faut le définir car on ne peut le faire sur tout un département. Depuis une dizaine d'années, on est allé chercher les anciens et on a monté les UL de Sarcelles et Garges, des permanences juridiques. Et on va même jusqu'à récupérer des anciens de la CFDT car ça n'existe pas chez eux.

Michelle Crochemore rapporte l'activité du syndicat Alcatel de

Lannion. Des adhésions ont été réalisées, une AG de l'UL et de l'UD s'est tenue et une AG de l'USR est prévue le 18 octobre. Faire venir les retraités en réunion n'est pas facile, mais ils reçoivent les infos par courriel. Michelle est aussi membre du collectif égalité professionnelle et informe d'actions sur l'égalité professionnelle chez Safran. Par ailleurs, elle a engagé un travail sur les archives de son syndicat pour en conserver la mémoire.

Didier Niel note que la réflexion porte sur l'utilité du syndicalisme retraité. A Paris, la section des métallos n'a pas de syndiqués d'entreprise. En trois ans on a perdu dix syndiqués, et la section se réunit tous les deux mois. On diffuse des tracts sur les marchés en lien avec les sections interpro des 11^e et 20^e arrondissement. Les tracts retraités ont toujours un bon accueil car la population qui fréquente le marché la semaine est

composée de beaucoup de retraités. La section existe par fidélité à l'organisation, mais quel intérêt y a-t-il à continuer ? Il faut mettre en avant les revendications concrètes. On a besoin de construire des outils qui interpellent l'ensemble des retraités, ex syndiqués et ceux qui ne l'ont jamais été. Concernant le CN, Didier se dit d'accord avec la proposition et indique qu'il est par ailleurs déjà inscrit dans le collectif formation.

Guy Foucault estime que le but est le travail de terrain et dans la boîte. Il faut être présents avec les actifs lors de leur action à l'UIMM.

Alain Pilloux explique que l'idée est que chaque membre du CN soit référent départemental, mais aussi qu'on élargisse les référents en incluant par exemple d'autres membres du CN. Beaucoup de structures CGT ne fonctionnent plus qu'avec des retraités qui du coup s'occupent plus des actifs que des retraités. Dans l'état où se trouve l'organisation, il faut soigner les syndiqués. Plutôt que de dire que ça ira mieux, rapprochons-nous de nos syndiqués pour ensuite regagner leur militantisme. Il faut donc gagner un référent par département. Sur l'information, il faut aussi affiner ce qu'on a à faire ; par exemple distinguer la formation de l'information. Alain Drieu fera un rapport sur ces questions au CN de novembre. D'ici là, on peut mettre en place des outils pour la campagne retraités

sous forme par exemple de quiz ou vrai/faux. Tentons de rendre ces questions accessibles. Un dossier trop complet peut faire peur. On dispose aussi du site internet avec les pages de l'UFR. C'est un outil réactif qui apporte des infos rapidement. De plus, il y a la web radio et le café des luttes de la fédération.

Jean-Marie Liron note qu'on ne met pas en opposition le besoin de structurer les métaux et l'interpro. On a besoin de faire de la pédagogie sur comment accueillir plus et mieux les syndiqués des métaux.

Hubert Schwind rapporte que son syndicat a programmé une AG actifs/retraités le 25 octobre. Concernant le congrès de l'UCR, le décès de François Thiery Cherrier implique un nouveau secrétaire général. La CE est composée des USR et UFR, mais pas de syndicats. La CE est composée de 50 hommes et 50 femmes. L'UFR a droit à 5 membres pour la CE. Il faut donc proposer des candidatures.

Lucien Grimault note qu'on est au début de la construction du prochain congrès. On retient la même démarche qu'à Bordeaux. On a mis en place un groupe de travail. Congrès de structures ou de syndicats, la question est toujours en suspens. On a cependant travaillé à l'ouverture à des syndicats. C'est à poursuivre pour renforcer les nouvelles catégories ICT. Pour ce qui est de l'équilibre hommes/



femmes, c'est difficile pour les métallos où 75% sont des hommes. Difficile aussi de décider quand on n'a pas lu le document d'orientation, lequel ne sera disponible que début 2020. Et il est positif que le CN soit en phase avec le calendrier du congrès.

Bernard Devert comprend qu'on ne décide pas aujourd'hui, mais il faut tenir compte du calendrier et le CN doit désigner les candidats. Or c'est quoi un congrès de structures ? Le dernier congrès confédéral n'a pas maîtrisé les délégués et abouti à des débats comme si on n'avait pas débattu du document.

Marc Bastide précise que ce qui est compris par congrès de structures, c'est que ce sont les USR et UFR qui composent l'UCR qui font les propositions. C'est l'UFR et non les sections qui feront les propositions pour la CE de l'UCR. On aura des renouvellements. La préparation, c'est le même processus que pour la préparation du congrès. On travaille en amont les propositions et les documents feront partie des axes revendicatifs. On ne refait pas le 52^e Congrès. Soyons attentifs à ne pas se couper des actifs. Les besoins sont différents. Au congrès confédéral, ce sont les syndicats qui désignent. A l'UCR, ce sont les USR et UFR qui maîtrisent tout.

Jean-Luc Debortoli explique à partir de son vécu à l'AAC et de l'USTM 93 qu'on ne peut se substituer aux actifs. Il s'agit sur ce qui pose problème,

aussi bien les divergences que les convergences.

Norbert Boulanger estime que s'est tenu un bon CN. Le plus gros débat a porté sur le changement du système de retraite. Ce n'est pas une réforme, mais un changement systémique des retraites. Cela représente une bataille de premier rang pour les retraités et actifs. Si ça passe, le prochain objectif de Macron sera la Sécurité sociale. Cette bataille peut cependant ouvrir des perspectives de renforcement du syndicalisme retraité et actif. Et cela peut permettre des actions communes actifs / retraités. A ce sujet, après rencontre ce matin avec la direction de la FTM CGT, Frédéric Sanchez a approuvé la perspective d'une rencontre actifs / retraités et y compris la perspective d'une demi-journée d'étude sur la retraite. Cela pourra se faire avec Alain Drieu et Bernard Lamirand. Cela permettra de confronter notre système solidaire intergénérationnel par répartition et ce qu'on veut nous imposer avec la retraite individuelle par points. Pour faire face à tout cela, on a besoin de finaliser les collectifs. Il y a trois collectifs :

1. Vie syndicale/Orga
2. Communication/Formation
3. Revendicatif.

Il faut rapidement avoir les noms des camarades qui s'y inscrivent.

Il sera ensuite adressé à tous les membres du Conseil national une consultation sur la proposition de changement de fonctionnement de la tenue du CN. Il en résultera une décision au prochain CN.

Notre échéancier de luttes est le suivant : La journée d'action du 24 septembre, le 8 octobre et le 6 décembre.

Concernant notre organisation, nous avons une carte de France par grande région avec les membres du CN, les secrétaires de section et trésoriers, les secrétaires d'USTM, les animateurs régionaux et même – si on peut - les secrétaires de section multipro.

En effet, il y a 2000 syndiqués métallos qu'on ne connaît pas, et qui donc ne sont de ce fait pas concernés par notre congrès. Il faut aussi que l'on puisse impliquer dans les régions d'anciens membres du Conseil national. Il faut réussir à créer un tissu qui puisse nous permettre une meilleure connaissance de notre organisation et d'avoir plus de contacts avec nos animateurs de section.

Enfin, il faut rattraper les 880 FNI manquants de 2018 et en même temps se fixer un objectif de syndicalisation. Si on n'arrive pas à rattraper ces 880, on va passer sous la barre des 10 000. Et ce alors que notre objectif était d'atteindre les 12000 adhérents. On

peut avoir une première étape de 11000 à mi-mandat et une seconde à 12000 pour le congrès. Ce n'est pas facile, mais à titre de comparaison, la FAPT était descendue à 9500 syndiqués et sont remontés l'espace d'un mandat à plus de 12 000 syndiqués. Ils ont composé des groupes de travail et sont allés au contact sur le terrain section par section. Il faut donc se fixer le même objectif. Il se tiendra encore deux voire trois CN d'ici le congrès de l'UCR, nous aurons donc le temps d'y revenir. Enfin, concernant le droit à la santé Macron avait annoncé des reste-à-charge zéro sur certaines prestations comme les lunettes. Mais au bout du compte, il faut bien que quelqu'un paie et les mutuelles vont devoir payer... Elles vont donc augmenter, même si la hausse est limitée à 3%. L'UFR ayant comme partenaire la Mutuelle familiale, il faut intervenir sur cette question y compris en l'aidant à se renforcer. Et le renforcement de la Mutuelle peut être à son tour un outil de syndicalisation.